

Les subsides

M. Shields: Madame la Présidente, tous ceux qui ont écouté attentivement le député d'Essex—Windsor se rendent compte, je crois, que le NPD a une politique bien pratique qui varie selon qu'il l'énonce en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique, les régions gazéifères du pays, ou ici.

Le député déclare aussi, ce que je trouve insensé, que le NPD s'occuperait de promouvoir la consommation de gaz naturel au Canada et peut-être d'exporter du gaz. C'est ce que nous faisons. Le député est au courant des décisions de l'Office national de l'énergie et des réserves à établir. Nous avons une formule que nous respectons.

Les Canadiens voient clair dans les idioties socialistes que ces députés ne cessent de proférer et que j'appelle les égarements socialistes ou néo-démocrates. Que dire de l'idée du député de former un consortium pour acheter Dome sous la direction de Petro-Canada? Elle est capitale parce que les socialistes croient à l'étatisation de toutes les entreprises au Canada, qu'elles produisent des chaussures ou du pétrole et du gaz naturel. Ce qui est en cause, c'est le renflouement d'une société qui est pratiquement en faillite ou considérée comme telle. Le gouvernement doit voler à la rescousse d'une société dont les difficultés actuelles ont été causées par le Programme énergétique national que le gouvernement précédent a infligé au Canada, avec l'appui, dois-je dire, des socialistes du Nouveau parti démocratique. Les néo-démocrates ont beau nier qu'ils ont voté pour le PEN, nous savons tous que leur porte-parole dans ce domaine, le député de Vancouver—Kingsway, a déclaré à la Chambre: «Nous ne devons pas faire acheter PetroFina par Petro-Canada. Nous devons nationaliser l'une des grandes pétrolières, Esso.» Je crois que ce sont bien ses paroles. Il me corrigera si je me trompe.

Je demande au député de commenter là-dessus, car le ministre a parlé sans équivoque à la Chambre. Il a affirmé dans tous ses discours et toutes ses déclarations qu'un problème du secteur privé causé par le Programme énergétique national était à l'origine de la déconfiture de Dome. Le secteur privé devait trouver la solution jusqu'à ce que le ministre de l'Énergie, ayant reconnu les problèmes que nous avons avec Dome, décide de s'en occuper, contrairement au gouvernement précédent, et que Dome se mette à recevoir des offres d'amalgamation de TransCanada PipeLines et d'Amoco. On leur a dit d'avance de faire la meilleure offre possible parce que c'est le conseil d'administration qui prendrait la décision. Le gouvernement fédéral ne possède pas Dome et ne la vend pas non plus. Ce sont les actionnaires de Dome, envers qui son conseil d'administration est responsable, qui vendent Dome.

Le député demande combien d'actions Amoco va vendre au public canadien. Je pense honnêtement que le député a dit cela. Il a dit: combien? Deux ou 3 p. 100? Si le député est aussi bien informé qu'il le prétend, il devrait savoir que le président d'Amoco Canada, Don Stacy, a dit ce qui suit:

Amoco s'engage à ne pas réduire la propriété canadienne de l'industrie pétrolière et gazière, mais plutôt à l'augmenter à mesure que nous mettrons en oeuvre ce programme avec Investissements Canada et que le temps nous permettra d'émettre des actions.

● (1640)

C'est le principe en cause. La propriété canadienne des émissions d'actions ne diminuera pas et cela devrait être très clair. Pourquoi le député ne reconnaît-il pas que c'est ce qu'on a dit et que c'est ce qu'on a promis?

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période des questions et des commentaires est terminée, mais je vais accorder deux minutes au député pour répondre à son collègue.

M. Shields: Une minute de bêtises.

M. Langdon: Madame la Présidente, dans cette question, il y a tant de bêtises, comme le dit le député, qu'il est difficile d'y répondre rapidement. Je dirai trois choses.

Premièrement, comme on l'a dit plusieurs fois au député, le Nouveau parti démocratique n'a pas appuyé le Programme énergétique national et surtout pas ses détails.

M. Shields: J'étais ici, vous n'y étiez pas.

M. Langdon: Oui, mais je lis les votes et vous ne les lisez pas, c'est évident.

Deuxièmement, le député a dit que le programme du NPD voudrait que tout appartienne au gouvernement. Je suppose qu'il a lu nos cahiers de résolutions très attentivement vu qu'il en a parlé dans le débat. Ce qu'il nous dit est faux et ne se reflète pas dans ces résolutions. L'État doit intervenir de façon positive, ce qu'il ne fait pas. C'est pourquoi j'ai dit, qu'au besoin Petro-Canada pourrait diriger ce consortium.

Enfin, en ce qui concerne le manque de suite dans les idées que manifeste le ministre, je l'ai entendu dire pendant des semaines à la Chambre que cette question regardait uniquement le secteur privé et qu'il ne pouvait pas s'en mêler. Après quoi il est intervenu. Il l'a fait non pas pour aider des sociétés canadiennes à prendre le contrôle de Dome, non pas pour faire monter les enchères, mais pour veiller à ce qu'une société américaine puisse prendre plus facilement le contrôle de cette compagnie. Voilà comment il s'en est mêlé.

M. Bob Porter (Medicine Hat): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je participe à ce débat, cet après-midi, même si je ne suis pas particulièrement satisfait de la question dont nous discutons. En tant qu'Albertain et petit producteur dans le secteur énergétique, j'ai écouté ces beaux discours en sachant que l'avis 256 préoccupait sérieusement les producteurs de l'Ouest. Je peux dire que certains producteurs de l'Alberta ne se remettront sans doute jamais des effets du Programme énergétique national.